

Evolution de l'aide aux communes



**Mise en place des principes d'écoresponsabilité
Évolutions du dispositif d'aide aux communes**

Enjeux et objectifs poursuivis :

- ❑ « *Nous mettrons progressivement en place une écoconditionnalité pour toutes les subventions* » (Projet départemental « Unis pour l'Aude »)
- ❑ **Des principes d'écoresponsabilité pour accélérer la transition écologique et solidaire dans le département:**
 - ❑ Intégrer des critères environnementaux, mais aussi sociaux et territoriaux
 - ❑ sur l'ensemble des projets portés par le Département (exemplarité)
 - ❑ sur les projets financés par le Département (effet levier), en premier dans le cadre de l'aide aux communes
- ❑ Dans une logique incitative, **valoriser les projets les plus vertueux** et proposer aux porteurs de projets qui le souhaitent des accompagnements adaptés pour atteindre les objectifs visés.
- ❑ S'inscrire dans une **démarche progressive**.
- ❑ Une méthode : **La reprise de tous les règlements permettant d'affirmer des priorités et d'encourager certains choix.**

■ Genèse et intention du projet

- Quel projet
- Pourquoi, objectifs et bénéfices
- Difficultés et accompagnement

■ Enjeux environnementaux

- Rénovation ou création : impact du projet sur la consommation foncière
- Impact sur le ruissellement des eaux de pluie
- Action sur les réseaux
- Impact sur la biodiversité
- Choix des matériaux
- Impact sur la transition énergétique

■ Mobilité, solidarité et citoyenneté

- Impact sur les mobilités douces
- Utilisation de l'équipement
- Association des habitants
- Impact sur l'insertion et l'emploi

1) Des règlements d'aides plus incitatifs en matière de transition écologique :

❑ Des critères de sélection permettant de donner des orientations et de valoriser les projets écoresponsables.

privilégier des choix de matériaux durables ou issus du réemploi, éviter tout abattage d'arbres non justifié par des motifs sanitaires, prévoir des revêtements extérieurs perméables quand c'est adapté, réfléchir aux modes de transports, mutualiser les usages et prendre en compte les futurs coûts et impacts de fonctionnement, dont notamment l'enjeu énergétique, intégrer les enjeux de résilience (inondations, fortes chaleurs, sécheresse)...



A **Termes**, aménagement d'un parking stabilisé doté d'un revêtement perméable.



A **Monze**, projet de réfection de la chaussée comportant un cheminement piétonnier préservant les arbres.



❑ **Des projets de rénovation privilégiés par rapport à des constructions neuves**, par le relèvement significatif du plafonnement du coût des dépenses au m².

❑ **De nouvelles dépenses éligibles au titre de la transition écologique**

- le financement d'audits énergétiques et d'études préalables, la prise en charge de certaines plantations et mobiliers, des possibilités de bonus sur des options plus coûteuses pour tenir compte des surcoûts, par exemple sur l'utilisation de matériaux locaux...



A Sainte-Eulalie, rénovation de la mairie



A Aigues-Vives, rénovation énergétique du foyer municipal, réalisée à l'issue d'un bilan énergétique

2) Des règlements d'aides plus équitables

- ❑ **La possibilité de présenter une demande de financement portant uniquement sur des études préalables permettant ainsi de vérifier la faisabilité du projet**
- ❑ **Un financement de la voirie fondé notamment sur le rapport entre la longueur de la voirie communale et le nombre d'habitants** : critère permettant de prendre en compte le poids que peut représenter la voirie pour des communes aux ressources très limitées
- ❑ **L'intégration d'une possibilité d'une demande d'avance pour toutes les subventions accordées à des communes de moins de 500 habitants**
- ❑ **La prise en compte de l'état de consommation des subventions accordées précédemment**

3) Des règlements qui intègrent des enjeux d'insertion professionnelle

- ❑ **Une clause sociale d'insertion obligatoire pour tout projet égal ou supérieur à 500.000 €, et recommandé à partir de 200.000 € - permettant un effet levier de la dépense publique pour l'insertion vers l'emploi des jeunes, des adultes en insertion, des personnes en situation de handicap...**



A **Villeneuve-la-comptal**, un chantier d'insertion dans le cadre de la rénovation de la salle des fêtes



A **Montlaur**, un chantier d'insertion pour rénover le cœur du village

4) Des règlements plus adaptés aux besoins des communes et de leurs habitants

- La création d'un **nouveau règlement pour les espaces de détente et de loisirs**
- L'élargissement du dispositif d'aide aux maisons de santé pluridisciplinaire aux **centres de santé salariant des professionnels**
- L'intégration des **aménagements cyclables** dans les règlements voirie et cœurs de village, dans l'attente du futur schéma des mobilités, afin de pouvoir accompagner au mieux les projets déjà prêts.
- **Une meilleure prise en compte des enjeux propres de la commune** et l'intégration de dépenses jusque là exclues quand elles sont indispensables et indissociables du projet exposé.

5) la mise en place d'un cadre contractuel pour les projets subventionnés

- Chaque subvention fera l'objet d'un contrat entre le Département et le bénéficiaire de l'aide.
 - La validation d'un contrat type sera proposée lors d'une prochaine commission permanente
- Cette contractualisation poursuit un triple objectif :
 - **Renforcer l'articulation et la cohérence des interventions de chacune des parties** : rappeler le cadre d'intervention du Département, les objectifs du projet aidé et sa cohérence avec les priorités politiques départementales;
 - **Sécuriser** les modalités administratives et financières de l'exécution de la subvention: conditions et modalités de versement de la contribution financière, conséquences de la non-réalisation des engagements contractualisés, ...;
 - Ces aspects se doublent d'un volet inédit dédié à l'**écoresponsabilité**: rappel des engagements spécifiques relatifs à ces critères, modalités de suivi par le Département et accompagnement proposé, conséquences en cas de réorientation d'une des caractéristiques substantielles du projet mettant en œuvre les critères d'écoresponsabilité



Une politique contractuelle avec les communes plus forte et plus incitative, dotée d'un volet inédit dédié à l'écoresponsabilité

6) Une notice explicative type du projet, voulue simple mais précise

Elle permet au maître d'ouvrage de préciser son projet et au service instructeur de l'évaluer au regard des critères d'éco-responsabilité retenu par le Département.

- Evaluation du dispositif aide aux communes
 - Exemples de financement comparés
 - Bilan de la programmation 2023

Exemples de financements comparés

Type de dossier	Description du projet	Montant du projet	Nouveau règlement			Ancien règlement			Evolutions
			Montant retenu	Taux	Subvention	Montant retenu	Taux	Subvention	
Espace de loisirs et de détente	Aménagement d'une aire de détente comprenant des espaces verts, un jardin potager et un boulodrome	104 126 €	104 126 €	30%	31 238 €	42 460 €	30%	12 738 €	Prise en compte des espaces verts et du mobilier urbain
Cœur de village	Aménager une place avec espaces verts, mise en valeur de vestiges patrimoniaux et création d'une liaison piétonne	217 687 €	217 687 €	30%	65 306 €	175 687 €	30%	52 706 €	Prise en compte des espaces verts et du mobilier urbain
Bâtiment public	Rénovation d'un bâtiment communal pour accueillir la mairie et l'agence postale	420 113 €	270 953 €	30%	81 286 €	221 453 €	30%	66 436 €	Relèvement du plafond de travaux de 1 550 € à 2 000 € du m2 en rénovation

66 dossiers voirie subventionnés en avril :

- Légère augmentation de l'enveloppe globale, subvention moyenne de 10 000 €
- 13 dossiers ne sont pas touchés par le changement de règlement
 - Commune A : 8 569 m de voirie, 192 habitants, ratio 45 m/hab
 - Subvention identique de 12 500 €
- 24 dossiers sont « perdants »
 - Commune B : 23 460 m de voirie, 2 493 habitants, ratio 9 m/hab
 - Subvention de 11 250 € au lieu de 18 750 €, soit – 7 500 €
- 29 dossiers sont « gagnants »
 - Commune C : 44 101 m de voirie, 280 habitants, ratio 158 m/hab
 - Subvention de 35 000 € au lieu de 18 750 €, soit + 16 250 €

- 476 dossiers équipements publics (hors dossiers « eau »)
 - 246 dossiers non évalués / Inéligible – voirie – complément – surcoût
- 230 dossiers évalués
 - 27 dossiers répondant à plus de 75 % aux critères éco-responsabilité
 - 171 dossiers entre 50 % et 75 %
 - 31 dossiers entre 25 % et 50 %
 - 1 dossier en dessous de 25 %
- 20 dossiers bonifiés = 200 000 € de bonification
- Relèvement de l'assiette éligible (+ 4 M€) = + 500 000 € de subventions attribuées